

L'assassin de Toulouse aurait-il bénéficié d'un traitement de faveur parce que mahométan ? par Pascal Olivier

écrit par Christine Tasin | 27 mars 2012



En 1981 la peine de mort est abolie en France. Elle a cependant perduré, la sentence n'étant plus prononcée dans les prétoires mais à la télévision par la magie performative d'un acte de langage (*). Le vocable «forcené» prononcé au journal de 20 heures valait sentence de mort. Cela ne veut pas dire qu'il y avait systématiquement exécution de la peine. Mais si le «forcené» ne cessait pas

d'être forcené on ne peut pas dire que la police ou la gendarmerie poussait le zèle jusqu'à prendre des risques pour l'appréhender vivant.

Tel ne fut pas le cas à Toulouse où l'on déplore cinq policiers blessés. Des armes non létales ont été utilisées durant l'assaut. Il semble bien que cette fois-ci l'on ait pris plus de risques que pour un «forcené» lambda. Si Mesrine et HB n'ont pas bénéficié de cette «discrimination positive» c'est que l'assassin de Toulouse n'est pas «l'ennemi public» pour tout le monde. En cette période électorale il valait mieux éviter de provoquer un «mouvement d'humeur» dans les territoires perdus de la République.

«Les territoires perdus de la République» livre écrit en 2002, presque dix ans déjà, sous la direction d'Emmanuel Brenner avait pour sous-titre «Antisémitisme, racisme et sexisme en milieu scolaire». Dix-sept ans plus tôt en 1985 Jacques Berque rendait son

rapport au ministre de l'Education nationale, Jean-Pierre Chevènement, enthousiaste et empressé de mettre en application les recommandations du rapport. On y parlait non plus de «culture d'origine» mais de «culture d'apport», non plus d'assimilation mais d'intégration !

Dix-sept ans plus tard le constat était accablant, le traitement de faveur envers «les cultures d'apport islamo-méditerranéennes» débouchait tout naturellement sur antisémitisme, racisme et sexisme. Vingt-sept ans plus tard, aujourd'hui, alors que les Franco-tunisiens et les Tunisiens de France votent islamiste plus qu'en Tunisie, nous sommes au bord des «guerres de défédération» qu'évoquait Régis Debray dans sa contribution épistolaire à la commission Stasi en 2003.

Un vent de révolte et de libération souffle sur l'Europe. Ayant pris la mesure de la résistance des peuples

européens le président turc Abdullah Gül exige à Iaroslavl plus d'immigration vers l'Europe pendant que son premier ministre Recep Tayyip Erdo?an sillonne la même Europe en martelant que l'assimilation est un crime contre l'humanité.

Il est question que la dépouille de l'assassin, assassin de nationalité française né en France, ayant vécu en France, ayant été scolarisé en France en bénéficiant du prestige qui prévaut autour de sa «culture d'apport», soit inhumée en Algérie afin d'éviter que sa tombe ne devienne un lieu de pèlerinage !

«A l'origine de nos maux les mots de Jacques Berque ou la faute de Jean-Pierre Chevènement» est un opuscule que j'ai commencé à écrire. Vous l'aurez compris la rupture est consommée avec mon parti le MRC. Nous sommes quelques uns à avoir claqué la porte. Vous en saurez plus en lisant le texte de rupture.

Pascal Olivier

<http://blog.pascalolivier.fr/>

(*) http://fr.wikipedia.org/wiki/Acte_de_langage